

ENJEUX

Dans son rapport consacré en 2017 aux engagements de l'Union européenne en matière d'agricultures familiales, Oxfam International dénonçait le manque d'action de l'UE. À l'heure du calcul des budgets pour la période 2021-2027, quelle est la part que l'UE compte réserver à sa politique de coopération en matière de sécurité alimentaire dans les pays pauvres ? Et qu'y promet-elle concernant les agricultures familiales ?

L'Union européenne rate son rendez-vous avec les agricultures familiales

| Une rencontre avec Hanna Saarinen, Oxfam International |

BI Coauteure avec Jan Mayrhofer du rapport d'Oxfam International intitulé « Rendez-vous manqué avec l'agriculture familiale. Quand l'UE ne tient pas ses engagements en faveur de politiques soutenant les exploitations agricoles familiales dans les pays en développement », juin 2017.

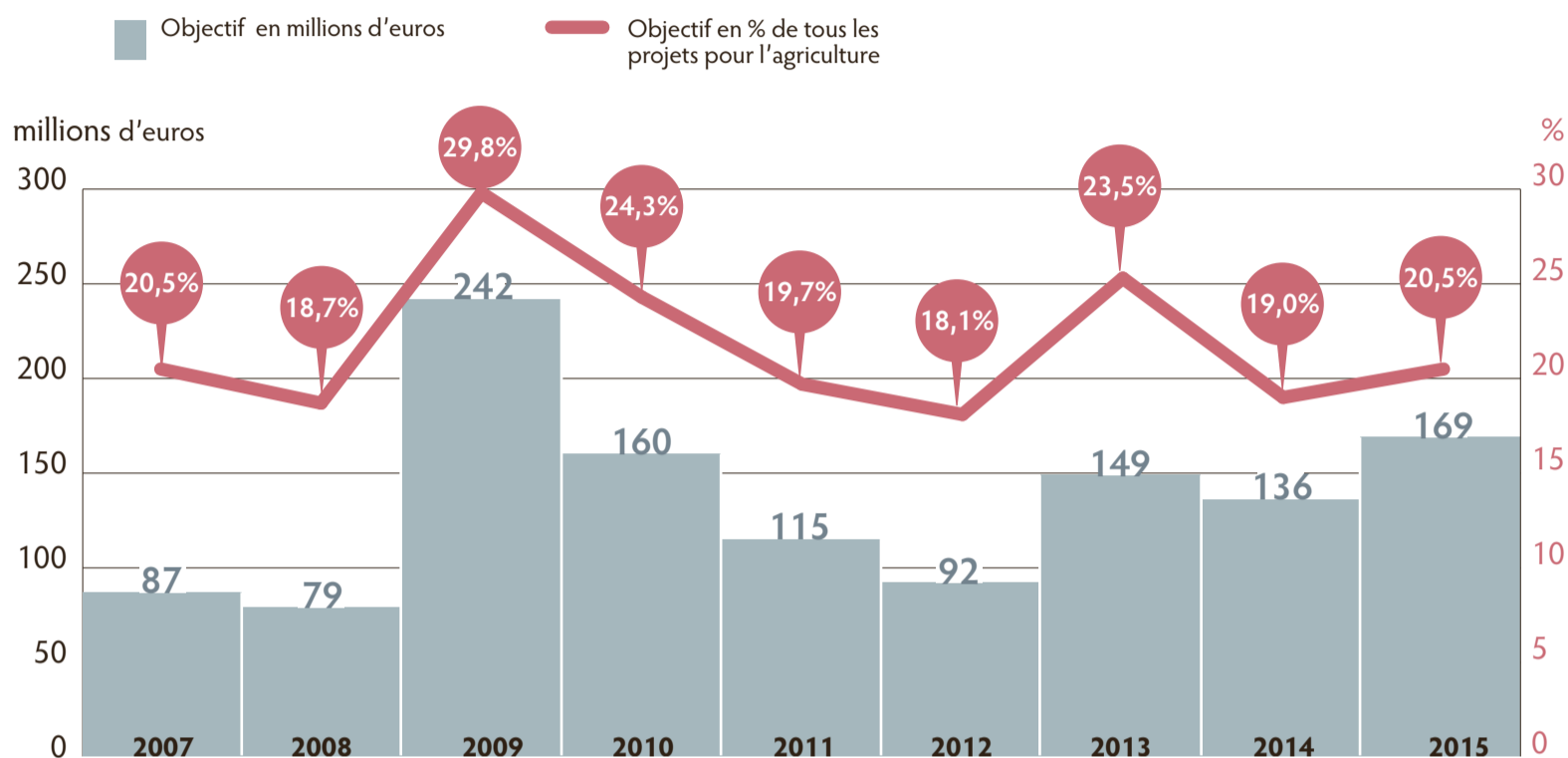
Après la crise des prix alimentaires de 2007, l'Union européenne avait développé le projet *Food Facility* en partenariat avec les Nations unies pour aider les pays en développement à progresser vers une sécurité alimentaire à long terme. En 2010, le cadre stratégique de l'Union européenne sur la sécurité alimentaire venait renforcer cet engagement. Les budgets n'étaient cependant pas à la hauteur des ambitions. Alors qu'en 2009 les montants atteignaient 1,2 milliard d'euros, ils étaient déjà divisés par deux en 2011. La Commission européenne reconnaissait pourtant dans son Cadre stratégique sur la sécurité alimentaire « qu'il est prouvé que les investissements dans le secteur des exploitations familiales obtiennent les meilleurs résultats en matière de réduction de la pauvreté et de croissance »... De la reconnaissance aux actes, la route semble encore longue.

Les perspectives 2021-2027. Au-delà des déclarations d'intention ?

En réalité, la part moyenne de l'APD (Aide publique au développement) agricole représente à peine plus d'un cinquième de la politique d'aide au développement de l'Union européenne. Et moins d'un quart de l'aide agricole cible explicitement les producteurs et productrices familiaux. Selon Hanna Saarinen, coauteure du rapport d'Oxfam, « cela ne signifie pas pour autant que l'Europe soutient financièrement l'agriculture industrielle. Il y a d'autres objectifs, comme le soutien de ministères de l'agriculture, des budgets pour l'équipement, pour les infrastructures rurales... La question est de mieux connaître ce qu'en retirent vraiment les populations rurales. Quand on analyse les fonds qui ont été utilisés pour les infrastructures, on ne sait pas qui en a bénéficié. On n'a pas de données à ce sujet. »

Dans son Cadre stratégique sur la sécurité alimentaire, la Commission européenne déclare accorder la priorité aux pays en situation d'insécurité alimentaire et à ceux qui ont

Aide au Développement de l'UE soutenant les petites agricultures de 2007 à 2015



le plus de retard dans la réalisation des Objectifs du développement durable: autrement dit, l'Afrique subsaharienne, mais aussi l'Asie du Sud-Est. Pourtant, il apparaît que l'aide affectée au développement agricole du continent africain n'a cessé de diminuer alors que les flux financiers ont été multipliés par 10 à destination de bénéficiaires européens. Le budget 2021- 2027 intensifie la tendance: les montants prioritaires sont consacrés aux questions de voisinage et de sécurité des frontières liées aux migrations.

Le sort qui sera réservé au Fonds européen de développement (FED) n'est pas clair, selon Hanna Saarinen: «*Cet instrument financier rassemble plusieurs axes, qui précédemment étaient bien distincts. Aujourd'hui, on n'est plus en mesure de distinguer les parts qui seront consacrées aux droits de l'homme, au genre, à l'égalité hommes-femmes, au changement climatique et à la sécurité alimentaire. Rien ne garantit que les fonds ne seront pas redirigés vers d'autres objectifs.*»

Quel mode de financement privilégié ?

Ces dix dernières années, l'UE a de plus en plus recours aux financements mixtes public-privé. Oxfam craint un désinvestissement dans les agricultures familiales au

En Tanzanie, 80 % des agriculteurs n'ont jamais entendu parler d'une aide du gouvernement...

bénéfice des entreprises européennes. «*Le rôle dévolu au secteur privé est important dans la perspective du budget 2021-2027. On peut certes y voir une ouverture à de nouvelles opportunités, mais il faut se poser*



Illustration © Philippe de Kemmeter

la question si l'aide au développement public doit être utilisée pour soutenir le secteur privé, explique Hanna Saarinen. Le Plan d'investissement européen externe propose une facilité de financement dont on craint qu'elle permette surtout aux pays européens d'investir en Afrique pour aider les entreprises européennes à s'y installer.» Hanna Saarinen ne cache pas son scepticisme: « Chez Oxfam, on voudrait que l'Union européenne soutienne les micro et moyennes entreprises

agricoles des pays du Sud. Cela permettrait de renforcer le système alimentaire local en encourageant un système inclusif et équitable. Nous ne pensons pas que les chaînes de valeurs globales ou internationales qui sont maîtrisées par les grosses entreprises industrielles étrangères soutiennent des modèles agricoles soutenables. »

Selon Hanna Saarinen, il n'y a pas seulement un problème européen ou de bailleurs de

Quels soutiens aux agricultures familiales face au réchauffement climatique ?

Après la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (Cop 21), la Commission européenne déclarait « son soutien à l'agriculture à petite échelle (...) l'aide de l'Union européenne devrait donner la priorité à des approches d'intensification durables et écologiquement efficaces, respectant les diverses fonctions de l'agriculture ». Si cet extrait du Cadre stratégique sur la sécurité alimentaire permettait tous les espoirs, force est de constater que la part du financement destiné à la gestion durable des ressources reste marginale par rapport aux défis du changement climatique.

1,6 % du financement seulement a été consacré spécifiquement à l'amélioration de la durabilité écologique dans les pratiques agricoles en tant qu'objectif principal et 3,3 % en tant qu'objectif principal ou significatif. Sur 25 projets, 11 ignoraient totalement la dimension de durabilité écologique, qui reste visiblement le parent pauvre de la politique agricole européenne.

On ne sait pas si les agriculteurs familiaux bénéficient des fonds destinés aux infrastructures.

Hanna Saarinen

fonds, mais aussi une question locale : « Les gouvernements locaux ne soutiennent pas suffisamment l'agriculture familiale. Les pays membres de l'Union africaine (UA) se sont théoriquement engagés à dédier 10% de leur budget national à l'agriculture. Or, c'est loin d'être le cas. En Tanzanie, par exemple, 80% des agriculteurs n'ont jamais entendu parler d'une aide du gouvernement... Dans les pays où la démocratie et la gouvernance sont très faibles, la population n'est pas très représentée. Bien sûr, l'Union européenne pourrait jouer un rôle mais c'est difficile, car ce sont des pays souverains, indépendants. »

Quelle philosophie pour la coopération de demain ?

Il est urgent, selon Oxfam, que l'Union européenne tienne ses engagements en matière de sécurité alimentaire en autonomisant les producteurs familiaux, en promouvant

l'égalité entre les hommes et les femmes et en soutenant les modèles agricoles écologiquement durables. L'urgence se situe aussi dans l'aide à fournir aux pays partenaires de l'Union africaine pour qu'ils soutiennent leurs engagements en matière d'agriculture, et ce en particulier dans le but de respecter leur promesse de dédier 10% de leur budget national à l'agriculture. L'Union européenne doit également promouvoir une approche structurelle, notamment dans les pays touchés par une insécurité alimentaire chronique, et s'attaquer aux causes sous-jacentes de cette insécurité alimentaire plutôt qu'à ses conséquences. « L'Afrique intéresse les décideurs politiques, conclut Hanna Saarinen, mais en liaison avec les questions migratoires et très peu avec les agricultures familiales. Les choix se font malheureusement encore en fonction de ce qui est dans l'intérêt de l'Europe plutôt que dans l'intérêt des pays aidés. » III

Rédaction : Sabine Schrader